

ANALYSE 2009

La mobilisation belge lors du conflit à Gaza à la lumière des principes de la résistance non-violente



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

La mobilisation belge lors du conflit à Gaza à la lumière des principes de la résistance non-violente

Le 27 décembre dernier, sous l'argument de la légitime défense face aux roquettes lancées par le Hamas sur des zones d'habitations civiles, Israël lançait l'opération « Plomb durci » sur la bande de Gaza. La violence et la disproportion des frappes de Tsahal ont suscité des réactions partout dans le monde, provoquant critiques virulentes dans les journaux, manifestations nationales, et cela dans la plupart des pays. En Belgique, le mouvement de protestation contre l'offensive israélienne à Gaza a été marqué par de nombreuses manifestations et soirées d'information, dont les rendez-vous les plus marquants furent les deux rassemblements nationaux du 31 décembre et du 11 janvier à Bruxelles.

Nombreux ont été et sont encore les articles parlant de la situation de Gaza, de l'état de destruction avancée et du choc subi par le peuple palestinien. Nous n'analyserons pas ici sur la situation au Moyen-Orient, mais plutôt sur ce qui s'est passé ici, en Belgique, depuis le 27 décembre dernier et cela à la lumière de la non-violence active.

Quel est le rôle des soutiens externes dans la résistance non-violente ? Quels sont les acquis et les manques à noter concernant le soutien belge au peuple palestinien en termes de non-violence ? Voici des questions qu'il convient de se poser pour parvenir à dégager quelques pistes d'action pour l'avenir.

De l'importance des soutiens extérieurs à la résistance non-violente palestinienne

Les actions de soutien au peuple palestinien observées durant ces quelques semaines en Belgique comme ailleurs dans le monde font partie intégrante de la lutte du peuple palestinien pour ses droits : le droit à une terre, le droit à l'autodétermination, le droit au retour, le droit à la libre circulation, le droit à l'eau... Cette lutte, bien que souvent présentée par les médias comme étant d'essence violente, comporte une large part d'actions non-violentes.

Les manifestations, les sit-in, les publications sur des sites, des blogs, les actions de boycott sont quotidiennes en Palestine. De plus, de nombreux ouvrages et articles ont souligné le caractère non-violent de la première Intifada qui au contraire de la seconde mit à l'honneur les moyens de résistance non-violents. Il existe bien une résistance non-violente dans les territoires palestiniens occupés ayant certes des lacunes mais qui constitue une base sur laquelle peut être bâti un mouvement d'une ampleur plus importante.

On le sait, dans la non-violence, les soutiens externes sont extrêmement importants¹. Dans le cas où l'opposant n'est pas réceptif au message délivré par les résistants non-violents, il est nécessaire d'utiliser ce que Johan Galtung appelle la « grande chaîne de

¹ STEPHAN (Maria J.), "Fighting for statehood: the role of civilian-based resistance in the East Timorese, Palestinian, and Kosovo Albanian Self-Determination Movements" in *The Fletcher Forum of World Affairs*, vol. 30:2, summer 2006, p. 76.

la non-violence² ». C'est-à-dire que quand la distance est grande entre les opposants, comme c'est le cas entre Israéliens et Palestiniens, l'action d' « intermédiaires », de « liens » est nécessaire pour témoigner des griefs endurés par l'opprimé d'une manière significative pour l'opresseur³.

Dans cette perspective, les mouvements de soutien aux Palestiniens auxquels on a pu assister durant le conflit à Gaza sont essentiels. Néanmoins, leur efficacité dépend aussi de la manière dont ils sont menés et perçus. Il est donc aussi important de développer une stratégie ici en Belgique que sur le « champ de bataille » lui-même. A cet effet, il est nécessaire d'analyser les actions de soutien menées en Belgique durant le récent conflit à Gaza afin de pouvoir en tirer des leçons et des pistes d'action.

Analyse de la mobilisation belge durant le conflit à Gaza à la lumière de la non-violence

Durant les vingt-deux jours qu'a duré l'offensive israélienne sur Gaza, les mouvements de solidarité avec le peuple palestinien et les actions visant à condamner l'opération militaire israélienne furent nombreuses. De toutes les initiatives menées, des points positifs comme négatifs peuvent être soulignés.

Quelques succès

*La première réussite est sans doute l'**amplification du mouvement de protestation** au fur et à mesure des vingt-deux jours de mobilisation contre les massacres à Gaza. En effet, si le premier rassemblement national du 31 décembre avait déjà rassemblé quelques 7000 manifestants selon la police, 10 000 selon les organisateurs, le deuxième en mobilisa 30 000 selon la police, 50 à 60 000 selon les organisateurs. La participation a donc plus que quadruplé. De même les manifestations hebdomadaires pour la Palestine à la Bourse de Bruxelles qui rassemblaient généralement une dizaine de militants, en ont rassemblé des centaines durant toute la durée du conflit.*

Si la persistance de l'actualité violente y est sans doute pour beaucoup, ce renforcement de la protestation est aussi dû à une coordination s'améliorant au fil des jours entre l'Association Belgo-Palestinienne, organisatrice, et les autres associations participantes : ces associations ont maintenu une sensibilisation intensive de leur public sur ce qui se passait à Gaza. De plus le nombre d'organisations invitant à la manifestation a plus que doublé du 31 décembre au 11 janvier : d'une cinquantaine, les associations participantes sont passées à près de cent vingt, parmi lesquelles non seulement des associations de défense de la Palestine, mais aussi des associations

² GALTUNG (Johan), *Nonviolence in Israel/Palestine*, Honolulu, HI: University of Hawaii Institute for Peace, 1989), p.19

³ MARTIN (Brian) & VARNEY (Wendy), « Nonviolence and communication » in *Journal of Peace Research*, vol. 40, n°2 (Mar., 2003), pp. 213-232.

*sociales, d'éducation au développement, confessionnelles, culturelles, syndicales et également des partis politiques*⁴, officiellement absents jusque là.

Vu la frilosité du **monde politique** à s'exprimer lorsqu'il s'agit d'Israël, les partis ont mis du temps à s'engager dans des actions concrètes autres que les habituelles condamnations du manque de proportionnalité des « ripostes » israéliennes. Néanmoins le 6 janvier le gouvernement décide de s'impliquer humanitairement en procédant à l'évacuation d'enfants palestiniens blessés dans le conflit.

Le 15 janvier, une mission de B-Fast (*Belgian First Aid and Support Team*) a ramené six enfants en Belgique. Les partisans d'une action gouvernementale en faveur de Gaza ont pu s'étonner du petit nombre d'enfants concernés par la mission belge. Les représentants des partis se sont exprimés le même jour⁵ sur la question en insistant sur le fait que cette action avait une charge politique plus lourde qu'il n'y paraissait à première vue. Comme souligné par la RTBF, « (...) *l'importance diplomatique et politique de cette opération humanitaire n'échappe à personne. La Belgique est le premier pays d'Europe à rapatrier des blessés palestiniens* »⁶.

Malgré l'accueil de ces enfants et la participation de certains partis à la manifestation, l'Association Belgo-Palestinienne a demandé que les différents groupes politiques s'investissent davantage dans le conflit au Proche-Orient et cela également dans la durée.

Un autre point intéressant à relever est l'écho que le conflit à Gaza a trouvé dans la **presse**. Cette dernière a en effet tendance à faire preuve d'un excès de prudence quand il s'agit d'Israël. Pour une fois durant les vingt-deux jours d'offensive israélienne à Gaza, les médias ont couvert l'événement de manière quotidienne et approfondie, les photos montrant la réalité humaine à Gaza avec peu ou pas de censure.

Néanmoins les analyses restent réservées parce que, comme mentionné dans *Le Vif* du 15 janvier 2009, « *Couvrir le Proche-Orient, c'est s'exposer à la contestation permanente* ». Cité dans le même hebdomadaire, le journaliste palestinien Ziyad Abualrob (qui prépare une thèse à l'UCL sur la couverture par les médias du conflit israélo-arabe) remarque que « *les journaux demeurent prudents : ils peuvent rapidement être taxés d'antisémitisme. Ce chantage fonctionne très bien* ».

⁴ Quelques partis ont pris part à l'appel à la manifestation du 11 janvier : CDH, Ecolo, PS, PC et PTB. Parmi les partis traditionnels, seul manquait le MR néanmoins représenté par quelques membres.

⁵ Une conférence a été organisée le 15 janvier par le Mouvement Citoyen Palestine en coopération avec d'autres associations sur le thème « *Est-ce (Ecolo, humaniste, réformateur, socialiste) de soutenir l'occupation israélienne ?* ». Etaient présents pour répondre aux questions : Mmes Isabelle Durant (Ecolo), Joëlle Milquet (CDH), Leïla Shahid (Déléguée générale de l'Autorité Palestinienne auprès de la Belgique, du Luxembourg, et de l'UE), et Mrs Radouane Bouhlal (Juriste en Droits de l'Homme). Philippe Moureaux (PS), et Charles Michel (MR).

⁶ « Les enfants de Gaza accueillis en Belgique dans un état stable », *Belga* pour RTBF, 15 janvier 2009 (<http://www.rtbf.be/info/belgique/defense/un-avion-belge-est-en-route-pour-legypte-71060>)

Dans la presse écrite, il est néanmoins un lieu où toutes les opinions peuvent être lues, c'est celui des pages « débats » ou « carte blanche ». De ce côté-là, les discussions furent ouvertes sans tabou et donnèrent lieu à de véritables débats, que ce soit sur la situation au Proche-Orient mais aussi concernant les positions à adopter chez nous.

A la lumière de toutes ces observations, la mobilisation semble avoir remporté quelques victoires et cela selon un modus operandi non-violent. Néanmoins, de nombreuses failles en ont affecté l'efficacité.

Encore de nombreuses lacunes

Le mouvement de contestation a certes connu des soutiens grandissants durant les vingt-deux jours de l'offensive israélienne à Gaza, mais il a aussi dû faire face à de nombreuses critiques. En les lisant avec les lunettes de la non-violence, il est possible d'en comprendre l'origine, et la manière de les éviter dans le futur.

Comme relevé précédemment, la perception par le grand public du mouvement de soutien aux résistants est essentielle, d'où l'importance de la discipline non-violente et d'une bonne communication. Or la plupart des lacunes relevées lors des différentes manifestations pour Gaza proviennent d'un non respect de ces principes.

Tout d'abord, les **médias** ont un rôle très important à jouer sur la perception de la mobilisation par le grand public. Le fait qu'ils relatent le sort des Palestiniens de Gaza est une chose, il faut également qu'ils relayent l'information relative à la mobilisation ici, en Belgique, et cela objectivement. Le rôle des médias est primordial car ceux-ci touchent un public large, moins sensibilisé que celui présent dans les manifestations. A l'occasion d'un débriefing sur la manifestation du 11 janvier, l'Association Belgo-Palestinienne a jugé l'attitude de la presse plutôt équilibrée malgré « *une tendance évidente à grossir les incidents* » et a noté une annonce de la manifestation par la radio *La Première*, la présentant comme un rassemblement d'organisations « *islamistes* » puis « *islamiques* » et négligeant les autres associations organisatrices.

Ces tendances de la presse ayant été identifiées, il est possible d'imaginer des solutions pour les amoindrir ou les contenir. Suite à chaque manifestation, il faut par exemple insister pour donner la version des organisateurs, condamnant les exactions si elles ont eu lieu mais insistant également sur le bon déroulement général. D'autre part si les médias véhiculent une image fautive, il est nécessaire de publier un démenti ou un correctif. Les médias sont essentiels pour une lutte non-violente.

*Outre la présentation parfois erronée qu'en ont fait les médias, beaucoup des problèmes rencontrés durant la campagne de soutien à Gaza étaient liés à ce qu'on appelle l'**importation du conflit** chez nous. Particulièrement perçu en France où les communautés juive et arabe sont importantes, ce phénomène a aussi pu être remarqué chez nous via des attaques contre des institutions juives, mais aussi des slogans antisémites ou de soutien au Hamas distillés dans les différentes manifestations.*

Les réactions n'ont pas tardé à se faire entendre, la dernière étant la plainte déposée par le Comité de coordination des organisations juives de Belgique (CCOJB) auprès du

Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme à l'encontre de toutes les organisations instigatrices de la manifestation du 11 janvier dernier. Mais la communauté juive ne fut pas la seule à s'indigner comme en témoigne la carte blanche publiée dans *Le Soir* du 14 janvier par Manuel Abramowicz, Claude Demelenne et Sam Touzani intitulée « Le pouvoir aux « barbus » ? Non merci ! ». Ces derniers ont exprimé un malaise partagé par beaucoup de participants à la manifestation au vu de la forte représentation des partis islamistes du Hamas palestinien et du Hezbollah libanais.

Le problème vient de deux dérives : la première consiste à confondre critique de la politique israélienne et antisémitisme, la deuxième opérant un raccourci trop rapide entre soutien à la résistance du peuple palestinien et soutien au Hamas.

L'effort doit être mené dans la ligne non-violente qui, comme le souligne Maria J. Stephan, « est fonction du leadership, de l'entraînement et d'une communication interne efficace ; les protestataires doivent comprendre l'importance stratégique de ne pas répondre à la violence par la violence⁷ ». Une amélioration a pu être constatée entre les deux manifestations nationales et cela non seulement grâce à l'appel de l'Exécutif musulman à « exprimer son désaveu total – des crimes perpétrés à Gaza contre des innocents –, dans un esprit de fraternité, de sérénité et de paix », mais aussi grâce à une équipe de « Peace Keepers » mieux préparée durant le rassemblement du 11 janvier.

Après avoir mis en lumière les points forts et les faiblesses de la mobilisation belge durant le conflit à Gaza, il convient d'en tirer des conséquences et si possible des pistes d'action pour le futur.

Pistes d'action

Au cours de cette analyse des événements qui se sont déroulés en Belgique entre le 27 décembre et le 18 janvier, quelques constatations ont déjà été faites que ce soit sur l'importance du rôle de la presse, de la nécessité de mobiliser davantage le monde politique ou encore de celle d'améliorer la discipline interne du mouvement de protestation. Pour aller plus loin, il faut maintenant envisager la stratégie de la mobilisation dans son ensemble.

Importance d'une stratégie commune

La définition d'une stratégie est nécessaire tant pour la résistance non-violente elle-même, que pour les mouvements de soutien internationaux à cette résistance. Ces derniers sont en effet un appui essentiel. Sur son site Internet⁸, Tariq Ramadan appelle ainsi les organisations de soutiens au peuple palestinien à se joindre au « Mouvement global de résistance non-violente ». Dans son appel, il soulève très bien le manque de stratégie dont souffre la mobilisation internationale :

« Le nombre d'organisations de soutien au peuple palestinien à travers le monde – et en particulier en

⁷ STEPHAN (Maria J.), *op.cit*, p. 76.

⁸ <http://www.tariqramadan.com/>

Occident – est impressionnant. On a néanmoins l'impression que l'on peine à se mettre d'accord sur une vision ou une stratégie communes. Dans les débats, on mêle souvent l'analyse des causes du conflit avec l'exposé des principes de la résistance ou encore avec les moyens à convoquer ou enfin les solutions à proposer : difficile dans ces conditions de déterminer un socle commun, et clair, pour fonder un discours, orienter une action multidimensionnelle et constituer un front uni et solide. (...) »

Il remarque aussi qu' « il est possible de constituer des collectifs locaux, régionaux et nationaux qui déterminent les objectifs prioritaires du mouvement de résistance local/global. Les exemples des « collectifs » ou des « coordinations » en Angleterre, en France et dans certaines régions (aux Etats-Unis ou en Europe) doivent être multipliés à l'échelle de tous les pays et à travers tous les continents tant il est vrai que le conflit local israélo-palestinien a des conséquences globales sur les réalités politiques et économiques du monde. »

Suite à ces remarques et à l'analyse de ce qui s'est passé en Belgique durant l'opération israélienne à Gaza, voici, selon Pax Christi Wallonie-Bruxelles, les principes sur lesquels devraient se fonder les prochaines mobilisations :

- **Perception/communication** : Le message transmis par le mouvement de protestation ainsi que la façon dont il est perçu par le grand public sont essentiels. Les slogans utilisés durant les manifestations ne sont donc pas anodins et nécessitent une bonne préparation. Il est nécessaire par exemple d'opérer des distinctions claires entre soutien aux Palestiniens et soutien au Hamas, critique de la politique d'Israël et critique des Israéliens, voire l'amalgame avec la judéité. Ainsi, les slogans antisémites ne doivent plus être tolérés. La presse et autres médias doivent être attentivement suivis pour pouvoir émettre réponses et démentis le plus vite possible. Il faut par ailleurs investir les médias avec un message clair.
- **Coordination/réseau** : Pour parvenir à une communication claire, il faut une bonne coordination entre les organisations. Le travail en réseau est primordial. Ce réseau doit avoir ses racines en Palestine et une tête de pont en Belgique. L'Association Belgo-Palestinienne (ABP) assume ce rôle, mais uniquement pour la partie francophone de la Belgique. Il serait peut-être nécessaire de créer un réseau national belge. Les réunions de débriefing de l'ABP ont aussi soulevé la possibilité de mettre au point une « Plateforme Gaza » pour unifier et coordonner le mouvement. L'idée est bonne mais ne doit pas se limiter à la seule situation de Gaza.

- **Préparation/continuité de la contestation** : La mobilisation a été énorme durant les vingt-deux jours d'attaques israéliennes sur Gaza, mais elle est retombée une fois le cessez-le-feu déclaré. Le réseau devrait donc mettre en place des actions qui sensibilisent le public, la presse et les institutions sur la situation du peuple palestinien en continu. Le travail en réseau devrait être maintenu et les organisations devraient préparer leurs mobilisations futures en en déterminant les objectifs, la discipline à respecter et le message à véhiculer.

Suite au succès des différentes mobilisations nationales, l'ABP a déjà mis en place un plan d'action plus cohérent et agissant à plusieurs niveaux : sensibilisation de nos responsables politiques belges et européens, mobilisation des moyens juridiques pour souligner les manquements d'Israël au droit international, et actions solidaires envers le peuple Palestinien. Sur le plan juridique, il faudra suivre le déroulement du Tribunal Russell pour Gaza inauguré le mercredi 4 mars à Bruxelles.

Apprendre la non-violence

A côté de cet aspect formel de la stratégie non-violente, non moins importante est l'action développée pour sensibiliser et apprendre la non-violence. Dans ce domaine-là, une attention particulière doit être apportée à la communauté arabo-musulmane vivant en Belgique.

Si le malaise ressenti face à certains slogans est compréhensible, il donne néanmoins parfois lieu à un jugement superficiel. Non, les participants d'origine arabe ou turque présents à la manifestation du 11 janvier n'étaient pas tous des « barbus » comme le prétendent les signataires de la carte blanche du 14 janvier dans *Le Soir*⁹. La grande majorité d'entre eux étaient des citoyens manifestant pour une cause qui les affecte.

Comme l'explique Dominique Vidal dans le *Monde Diplomatique* de ce mois de février : « *Contrairement à l'idée reçue, non seulement les manifestations de solidarité qui s'inscrivent dans la recherche d'une paix juste n'incitent personne à la haine raciale, mais elles permettent à tous d'exprimer une émotion qui, sinon, pourrait pousser tel ou tel à des actions irresponsables*¹⁰ ».

On ne saurait nier qu'il y ait eu des slogans et panneaux à relents antisémites dans les différentes manifestations. Ceux-ci ne sont-ils cependant pas davantage l'acte de personnes voulant exprimer une émotion et n'y parvenant que par des moyens déplacés, parfois injurieux ? Or ainsi que Pax Christi Wallonie-Bruxelles l'a souligné dans une analyse précédemment publiée¹¹, « *une attitude non violente consiste à comprendre les attitudes violentes d'autrui, ce qui a pu l'amener à adopter ce type de comportement par la voie du dialogue, en lui donnant l'occasion de s'exprimer et d'être écouté* ». **La**

⁹ ABRAMOWICZ (Manuel), DEMELENNE (Claude) et TOUZANI (Sam), « Le pouvoir aux « barbus » ? Non merci ! » dans *Le Soir*, 14 janvier 2009.

¹⁰ VIDAL (Dominique), « Plus le mensonge est gros... » dans *le Monde Diplomatique*, Février 2009, p. 11.

¹¹ TOUMPSIN (K.), « Qu'est-ce que la non-violence ? », Pax Christi Wallonie-Bruxelles, *Analyse* 2006, p.3-4.

non-violence consiste à délégitimer la violence et doit dans ce but « comprendre la violence, afin d'identifier ce qui l'engendre ».

Dans cette perspective, deux actions pourraient être menées par Pax Christi Wallonie-Bruxelles. D'une part, il faut essayer de comprendre les émotions et le message qui se cachent derrière ces slogans violents et pour y parvenir, permettre aux personnes de mieux exprimer ce qu'ils ressentent. La méthode de la Communication non-violente, développée par Marshall Rosenberg, peut s'avérer à ce titre un très bon outil. D'autre part, il est nécessaire de sensibiliser sur les conséquences de l'antisémitisme, à la lumière du passé, et à l'aide de matériel audiovisuel et de débats. Cette sensibilisation pourrait s'effectuer à l'occasion d'une activité de formation et d'éducation plus largement consacrée au conflit israélo-palestinien, à destination des groupes de base ou d'un public composé d'enseignants. Pax Christi Wallonie-Bruxelles travaille dans cette perspective.

Conclusion

La **non-violence demande des efforts continus**, des améliorations constantes. Parmi les pistes d'actions futures que nous avons soulevées, certaines paraissent utopiques mais d'autres nous semblent à portée de main. Les problèmes et les polémiques qui ont entouré la mobilisation belge contre l'offensive israélienne sur Gaza nous indiquent qu'il est **nécessaire d'agir chez nous non seulement pour soutenir le peuple palestinien, mais aussi pour établir un meilleur dialogue au sein de notre propre société.**

C'est ainsi que dans son appel à la manifestation du 11 janvier, l'Exécutif des Musulmans invitait « *tous les citoyens, toutes confessions et origines confondues, à exprimer leur désaveu total, – des crimes perpétrés à Gaza contre des innocents –, dans un esprit de fraternité, de sérénité et de paix. Tout cela pour sauvegarder le 'vivre ensemble', un des acquis de la Belgique* ». C'est précisément ce « vivre ensemble » qu'il faut préserver ou instaurer, au Moyen-Orient comme en Belgique.

Nathalie Janne d'Othée membre du groupe de travail
sur le Proche-Orient de Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Mars 2009